Publié par:
REISO.org
REVUE D'INFORMATION SOCIALE

Un quartier confronté au trafic de drogue

Face au trafic de drogue, les habitants du quartier des Eaux-Vives à Genève se sont mobilisés. Un groupe de travail a réuni habitants, commerçants, professionnels du social et de la sécurité autour d'actions concertées, pour diminuer le sentiment d'insécurité.

© Gerhard Seybert / Fotolia

Par **Eugenia Dos Santos et Roxane Sanroman,** résumé de mémoire d'études en travail social

Depuis quelques années, le bas du quartier des Eaux-Vives à Genève est confronté au trafic de drogue qui ne cesse d'augmenter et devient plus visible. La présence de trafiquants de drogue illégaux engendre un sentiment d'insécurité chez certains habitants. En effet, le comportement de jeunes dealers dérange car leurs manières d'être et d'agir sont différentes de la norme sociale établie. Ils parlent fort, boivent de l'alcool et se battent parfois entre eux dans la rue. Les habitants ont peur pour leurs enfants, mais aussi d'être agressés, volés ou encore d'aller, la nuit, dans certains endroits du bas des Eaux-Vives comme au bord du lac ou au parc La Grange. Les commerçants voient leur chiffre d'affaire baisser et les propriétaires de bateaux, leurs biens être détériorés. Ils se sentent impuissants face à cette situation et à l'apparente impunité des dealers.

Mobilisation citoyenne

En 2004, des habitants adressent une lettre aux élus résidant dans le quartier pour dénoncer ces faits et pour leur demander d'apporter des solutions à cette situation. Les autorités ont organisé deux réunions avec la population pour discuter de ses préoccupations. Suite à ces séances, la seule mesure concrète entreprise a été l'élargissement de la zone d'exclusion à certaines rues du bas du quartier et à une partie du quai. Néanmoins, les effectifs policiers étant limités, l'application de cette décision est difficile. Le sentiment d'insécurité et d'impuissance ne fait qu'augmenter chez les Eaux-Viviens.

Une année plus tard, ne constatant toujours pas de changements, l'association de parents d'élèves de l'école des Eaux-Vives décide de passer de la réaction (lettre) à l'action concertée en proposant la constitution d'un groupe de travail sur la problématique du trafic de drogue. Elle sollicite l'Unité d'action communautaire des Eaux-Vives (UACEV) pour mettre en place et piloter cette démarche collective. Un groupe composé d'habitants, de commerçants et

propriétaires de bateaux, de professionnels du travail social et de la sécurité voit donc le jour en juin 2005. Le but de ce groupe de travail est de croiser les regards des différents acteurs et de repérer des aspects de cette problématique sur lesquelles les membres du groupe ont la possibilité d'agir.

Entre attentes et actions

A la suite de cette réflexion commune, les partenaires choisissent de se mobiliser afin de se sentir à nouveau sûr dans le quartier et de permettre aux parents de se soutenir et d'être soutenus dans l'accomplissement de leurs tâches éducatives. Des difficultés apparaissent rapidement quant aux types de réponses à apporter. Deux logiques apparaissent. Schématiquement, on peut dire que d'un côté, les habitants demeurent dans une logique d'attente de solutions de la part de l'Etat et des travailleurs sociaux. Ils privilégient les résultats visibles. Leur mobilisation se concrétise essentiellement à travers le lancement de pétitions. De l'autre côté, les travailleurs sociaux encouragent la participation et l'implication des habitants dans la recherche et la mise en place de solutions partielles au problème. Ils privilégient donc le partage de renseignements qui devrait mener les habitants à faire évoluer leur point de vue sur la problématique et sur leur rôle face à celle-ci.

Certaines mesures de type sécuritaires (fermeture de deux préaux d'écoles, des pontons, augmentation de la présence policière,...) permettent de rassurer momentanément la population mais elles n'ont qu'un effet limité. Un travail de fond sur le racisme, les préjugés, le rejet de l'autre, entre autre, doit aussi être entrepris pour lutter efficacement contre le sentiment d'insécurité.

Création du lien social

Malgré ces limites, ce groupe de travail permet de mettre en commun les ressources des différents acteurs et de produire du lien social. Les partenaires ont une meilleure connaissance de leur rôle respectif et des liens de solidarité se créent entre eux. Ils prennent conscience de la complexité de la situation à travers les informations apportées par les professionnels. Le travail réalisé par les participants leur a permis d'être en partie acteurs dans la résolution de leur problème et a donc diminué leur sentiment d'impuissance.

Un autre facteur important pour faire baisser le sentiment d'insécurité chez les habitants est la reconnaissance de leurs problèmes et de leur investissement par les responsables politiques. Or aucun responsable de l'administration ou élu n'a manifesté son intérêt pour cette démarche à travers sa présence ou un courrier adressé au groupe de travail. Cet état de fait a pour conséquences que certains participants se sentent abandonnés.